

<http://ujfp.org/spip.php?article3447>



# En finir avec l'impunité : la Cour Pénale Internationale doit poursuivre Israël !

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : vendredi 8 août 2014

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Mercredi 6 août 2014**

**Un appel du Centre d'Information Alternatif (AIC - Jérusalem / Bethlehem)**

**Si les dirigeants israéliens devaient une fois de plus bénéficier de l'impunité pour leurs crimes en raison de la complicité de la communauté internationale, cela imprimerait la marque de Caïn sur le front de l'humanité.**

Le Centre d'information alternative (AIC) appelle les mouvements de solidarité avec la Palestine, les organisations des droits de l'homme et tous les mouvements sociaux à se mobiliser et poursuivre les criminels de guerre israéliens responsables de l'agression sanglante actuellement en cours contre la bande de Gaza et ses habitants.

L'AIC appelle en outre à une solidarité effective avec les Palestiniens pour mettre fin à l'occupation israélienne, la raison de l'attaque de Gaza et des crimes de guerre, étant précisément fondée sur le fait qu'Israël est un occupant. L'Opération « Protection Edge » n'est pas la première guerre de massacre perpétré par Israël. Elle ne sera pas non plus la dernière, si l'occupation continue.

La Mission d'enquête des Nations Unies sur le conflit de Gaza (Commission Goldstone), présidée par le juge Goldstone après l'attaque de Gaza par Israël (l'Opération Plomb Durci) a clairement conclu que des crimes de guerre avaient été commis au cours de cette opération, et peut-être même des crimes contre l'humanité. Par rapport à ce que les gens de Gaza ont subi ces trois dernières semaines, « Plomb durci » a été une opération mineure avec des dégâts limités.

Les conclusions de la Commission Goldstone, ont cependant été enterrés par le Conseil de sécurité de l'ONU en raison du veto des États-Unis.

Il est impératif qu'un État, une région ou tout autre instance gouvernementale exigent une enquête impartiale par le bureau du procureur de la Cour pénale internationale et que, le cas échéant, elle donne lieu à un acte d'accusation de la CPI à l'encontre des responsables politiques israéliens et des hauts responsables militaires qui ont dirigé le massacre à Gaza. Les pays qui ont pris des engagements dans le domaine de la justice internationale ne devraient pas attendre pour commencer une telle enquête, et doivent agir maintenant.

Si la communauté internationale, ou au moins un de ses acteurs, n'assume pas sa responsabilité, c'est au mouvement social mondial - ses partis, syndicats, mouvements et associations - d'agir pour mettre fin à l'impunité des criminels de guerre israéliens.

Le mouvement social mondial a également pour mission de développer la solidarité avec le peuple palestinien et d'aider à mettre fin à l'occupation israélienne. La société civile palestinienne en général et les habitants de Gaza en particulier, appellent à un renforcement de la campagne BDS ; à un embargo sur les ventes et les fournitures d'armes à Israël ; à l'augmentation des manifestations publiques et des déclarations ; à adopter toutes mesures susceptibles d'être efficaces en solidarité avec le peuple palestinien.